

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14661]

22 MEI 2019. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het opleidingsplan met betrekking tot de netoverschrijdende component van de basisopleiding van directeurs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 februari 2007 dat het statuut bepaalt van directeurs en directrices in het onderwijs, artikel 12, vervangen door het decreet van 14 maart 2019;

Gelet op het voorstel, geformuleerd door het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan van 4 maart 2019;

Gelet op de gender-test, op 15 maart 2019 uitgevoerd;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 4 april 2019 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 4 april 2019 van het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité van de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs volgens de modaliteiten van het koninklijk besluit van 28 september 1984 betreffende de uitvoering van de wet van 19 december 1974 dat de betrekkingen regelt tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het advies nr. 66.022/2 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2019 in toepassing van artikel 84, § 1, alinea 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister voor Onderwijs voor sociale promotie en de Minister van Onderwijs, bevoegd voor leerplichtonderwijs en secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opleidingsplan voor de netoverschrijdende component van de basisopleiding van directeurs is opgenomen in bijlage.

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 2007 tot bepaling van het opleidingsplan voor de gemeenschappelijke component van alle netwerken voor de opleiding van directeurs wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Art. 4. De Ministers die bevoegd zijn voor Onderwijs voor sociale promotie, leerplichtonderwijs en secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14681]

12 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements dans l'enseignement secondaire de plein exercice

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, notamment l'article 2^{quinquies}, § 2 ;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel qu'il a été modifié par le décret du 25 avril 2019 visant une concertation plus efficiente dans l'enseignement ordinaire et spécialisé, notamment l'article 24, alinéa 1^{er}, 3^e et 4^e, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, remplacés par le décret du 25 avril 2019 visant une concertation plus efficiente dans l'enseignement ordinaire et spécialisé;

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 25 avril 2019 précité, notamment l'article 168, remplacé par le décret du 25 avril 2019 précité ;

Vu le test genre du 9 mars 2019 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 26 mars 2019 au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu le protocole de négociation du 26 mars 2019 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'avis n° 66.087/2 du Conseil d'État, donné le 27 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements dans l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « entre établissements dans l'enseignement secondaire de plein exercice » sont remplacés par les mots : « entre écoles dans l'enseignement secondaire ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, le mot « établissement » est chaque fois remplacé par le mot « écoles ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 3. § 1^{er}. Chaque conseil de zone comprend un représentant de chacun des pouvoirs organisateurs d'écoles d'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé du caractère concerné.

Par tranche complète de 2000 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier de l'année scolaire en cours, pour l'ensemble des écoles d'enseignement secondaire qu'il organise dans la zone, chaque pouvoir organisateur délègue un représentant supplémentaire.

Toutefois un minimum de deux représentants est garanti au pouvoir organisateur qui est seul à représenter soit l'ensemble de l'enseignement subventionné, soit l'ensemble de l'enseignement organisé par la Communauté française au sein du conseil de zone.

Chaque conseil de zone comprend un représentant du comité de concertation, conformément à l'article 10. Ce représentant n'a pas voix délibérative.

§ 2. L'avis favorable requis par l'article 25 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, est émis à la majorité des deux tiers des membres présents, les abstentions n'étant pas comptabilisées. La décision prévue par l'application de l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret est prise à la même majorité.

Dans les conseils de zones de l'enseignement non confessionnel, la majorité simple est en outre requise séparément d'une part pour l'ensemble des représentants présents de l'enseignement organisé par la Communauté française, d'autre part pour l'ensemble des représentants présents des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné, les abstentions n'étant pas comptabilisées. ».

Art. 4. Les articles 6, 7 et 8 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Article 6. - Pour l'ensemble des dix zones de concertation visées à l'article 1^{er}, sont créés deux Comités de concertation :

1° l'un pour les écoles d'enseignement secondaire ordinaire et d'enseignement secondaire spécialisé organisant un enseignement de caractère non confessionnel, dénommé Comité de concertation de l'enseignement non confessionnel;

2° l'autre pour les écoles d'enseignement secondaire ordinaire et d'enseignement secondaire spécialisé organisant un enseignement de caractère confessionnel, dénommé Comité de concertation de l'enseignement confessionnel.

Article 7. - Le Comité de concertation de l'enseignement non confessionnel est composé de

a) 6 membres effectifs et de maximum 3 membres suppléants représentant l'enseignement organisé par la Communauté française, désignés par Wallonie-Bruxelles-Enseignement (WBE) ;

b) 6 membres effectifs et de maximum 3 membres suppléants représentant l'enseignement officiel subventionné, désignés par les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs d'écoles d'enseignement officiel subventionné de caractère non confessionnel ;

c) 1 membre effectif et de maximum 1 membre suppléant représentant l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel, désignés par l'organe de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs d'écoles d'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel

Le Comité se choisit un président en son sein.

Les mandats sont d'une durée de 4 ans et renouvelables.

Le Comité de concertation établit son règlement d'ordre intérieur à la majorité des deux-tiers des membres présents, les abstentions n'étant pas comptabilisées. Celui-ci prévoit notamment les modalités de l'élection du président.

Le président du Comité de concertation communique la liste des membres effectifs et suppléants du Comité et ses mises à jour, ainsi que le règlement d'ordre intérieur visé à l'alinéa précédent au Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Article 8. - Le Comité de concertation de l'enseignement subventionné de caractère confessionnel est composé de 13 membres effectifs et d'un maximum de 7 membres suppléants représentant l'enseignement subventionné de caractère confessionnel désignés par l'organe de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs d'écoles d'enseignement subventionné de caractère confessionnel.

Le Comité se choisit un président en son sein.

Les mandats sont d'une durée de 4 ans et renouvelables.

Le Comité de concertation établit son règlement d'ordre intérieur à la majorité des deux-tiers des membres présents, les abstentions n'étant pas comptabilisées. Celui-ci prévoit notamment les modalités de l'élection du président.

Le président du Comité de concertation communique la liste des membres effectifs et suppléants du Comité et ses mises à jour ainsi que le règlement d'ordre intérieur visé à l'alinéa précédent au Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions. ».

Art. 5. L'article 9 du même arrêté est complété par les mots « qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions ».

Art. 6. Dans le même arrêté, la section 4 comprenant les articles 11 à 13 est abrogée.

Art. 7. A l'article 24 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Une école ne peut proposer la création :

1° d'une option de base simple ou groupée de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice ou de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 ;

2° d'une option visée à l'article 44 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

3° d'une formation visée aux articles 45, 47 et 49 du décret du 24 juillet 1997 précité,

que si celle-ci :

1° figure au répertoire des options de base et des formations de l'enseignement secondaire ;

2° n'est pas mentionnée dans ledit répertoire sous une dénomination précédée des lettres NP. ».

b) au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, et aux paragraphes 2 et 3, le mot « établissement » est chaque fois remplacé par le mot « école », sauf, au paragraphe 3, dans l'intitulé de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II.

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 24/1 et un article 24/2, rédigés comme suit :

« Article 24/1. – La création d'une nouvelle formation visée à l'article 2bis, § 1^{er}, 2^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, requiert l'avis du Conseil de Zone et l'accord du Comité de concertation selon les modalités prévues à l'article 27.

Article 24/2. – La création d'une nouvelle forme, d'un nouveau type ou d'un nouveau métier de l'enseignement secondaire de forme 3 requiert l'avis du Conseil de Zone et l'accord du Comité de concertation selon les modalités prévues à l'article 27. ».

Art. 9. A l'article 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) entre les mots « création d'options » et les mots « par les » sont insérés les mots « ou de formations » ;

b) le mot « établissements » est remplacé par le mot « écoles » ;

c) le mot « établissement » est remplacé par le mot « école ».

Art. 10. A l'article 27 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) le paragraphe 2 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 2. Chaque conseil de zone assure la concertation entre pouvoirs organisateurs :

1° en matière de programmation de l'offre d'enseignement prévue par l'article 24, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ;

2° en matière d'organisation de formations visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance ;

3° en matière d'organisation d'une nouvelle forme, d'un nouveau type ou d'un nouveau métier de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3.

Il examine les projets de création d'options ou les projets d'organisation de formations émanant des écoles pour lesquels il est compétent et donne sur ces projets les avis favorables ou défavorables prévus par l'article 25 du décret du 29 juillet 1992 précité. » ;

b) au paragraphe 3, les mots « création d'options de base » sont remplacés par les mots « création d'options ou projets d'organisation de formations » :

c) au paragraphe 6, alinéa 3, les mots « ou d'organisation de formations » sont introduits entre les mots « d'options réservées » et les mots « , pour » ;

d) au paragraphe 8, les mots « concertation pour » sont supprimés.

Art. 11. A l'article 27/1 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) au paragraphe 2, alinéa 2, le mot « établissements » est remplacé par le mot « écoles » ;

b) au paragraphe 2, alinéa 3, 6^o, le mot « établissement » est remplacé par le mot « école » ;

c) au paragraphe 7, les mots « Conseil général de concertation » sont remplacés par les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire » ;

d) au paragraphe 8,

- à l'alinéa 1^{er}, les mots « de concertation » sont supprimés

- à l'alinéa 4, 6^o, le mot « établissement » est remplacé par le mot « école ».

Art. 12. L'article 29 du même arrêté est abrogé.

Art. 13. A l'article 30, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, tout rapport négatif du Service de l'Inspection est soumis au Ministre, qui peut demander au Conseil WBE de fermer l'option. ».

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Art. 15. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14681]

12 JUNI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse gemeenschap van 15 maart 1993 houdende de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 dat het alternérerend secundair onderwijs organiseert, inzonderheid artikel 2^{quinquies}, § 2;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd door het decreet van 25 april 2019 met als doel een efficiënter overleg in het gewoon en gespecialiseerd onderwijs, meer bepaald artikel 24, alinea 1, 3° et 4°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, vervangen door het decreet van 25 april 2019 met als doel een efficiënter overleg in het gewoon en gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 gericht op de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals gewijzigd door het bovengenoemde decreet van 25 april 2019, meer bepaald artikel 168, vervangen door het bovengenoemde decreet van 25 april 2019;

Gelet op de genderstest van 9 maart 2019, vastgesteld overeenkomstig artikel 4, tweede alinea, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleiden van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 26 maart 2019 in het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die door de Regering zijn erkend;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 26 maart 2019 in het Onderhandelingscomité van Sector IX, het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor de Statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure voorzien in het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van de ambtenaren die onder haar bevoegdheid vallen;

Gelet op het advies nr. 66.087/2 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de titel van het besluit van de Executieve van de Franse gemeenschap van 15 maart 1993 houdende de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden "tussen inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan" vervangen door de woorden: "tussen scholen in het secundair onderwijs".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt het woord « inrichting » telkens vervangen door het woord "scholen".

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

« Artikel 3. § 1. Elke zoneraad bestaat uit een vertegenwoordiger van elk van de organiserende machten van gewone of gespecialiseerde secundaire scholen van het betrokken karakter.

Voor elke volledige schijf van 2000 leerlingen die regelmatig op 15 januari van het lopende schooljaar zijn ingeschreven, vaardigt elke inrichtende macht een extra vertegenwoordiger af voor alle secundaire scholen die ze in de regio organiseert.

Een minimum van twee vertegenwoordigers is echter gewaarborgd voor de inrichtende macht, die als enige het gehele gesubsidieerde onderwijs of het gehele door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs in de zoneraad vertegenwoordigt.

Elke zoneraad heeft een vertegenwoordiger van het overlegcomité, overeenkomstig artikel 10. Deze vertegenwoordiger heeft geen stemrecht.

§ 2. Het door artikel 25 van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan vereiste gunstig advies wordt uitgebracht met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden, zonder rekening te houden met de onthoudingen. De beslissing, voorzien door de toepassing van artikel 21, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet, wordt met dezelfde meerderheid genomen.

In de zoneraaden van het niet-confessioneel onderwijs is ook een gewone meerderheid vereist voor alle vertegenwoordigers van het onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, enerzijds, en voor alle vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het gesubsidieerde onderwijs, anderzijds, de onthoudingen niet meegeteld. »

Art. 4. Artikels 6, 7 en 8 van hetzelfde besluit worden vervangen door wat volgt:

« Artikel 6. Voor de tien overlegzones samen, zoals bedoeld in artikel 1 worden twee Overlegcomités opgericht:

1° één voor de scholen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs die een niet-confessioneel onderwijs aanbieden, het Overlegcomité voor niet-confessioneel onderwijs genoemd;

2° de andere voor de scholen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs die een confessioneel onderwijs aanbieden, het Overlegcomité voor confessioneel onderwijs genoemd.

Artikel 7. – Het Overlegcomité voor niet-confessioneel onderwijs is samengesteld uit:

a) 6 werkende leden en maximaal 3 plaatsvervangende leden die het onderwijs vertegenwoordigen dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en door Wallonie-Bruxelles-Enseignement (WBE) worden aangesteld;

b) 6 werkende leden en maximaal 3 plaatsvervangende leden die het officieel gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen en die worden aangesteld door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van scholen van het niet-confessioneel officieel gesubsidieerd onderwijs;

c) 1 werkend lid en maximaal 1 plaatsvervangend lid die het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigen, aangesteld door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van de scholen van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs.

Het comité kiest een van zijn leden als voorzitter.

De mandaten gelden voor een termijn van 4 jaar en zijn hernieuwbaar.

Het Overlegcomité stelt zijn huishoudelijk reglement op met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden, waarbij de onthoudingen niet in aanmerking worden genomen. Dit voorziet met name in de verkiezing van de voorzitter.

De voorzitter van het Overlegcomité deelt de lijst mee van de werkende en plaatsvervangende leden van het Comité en de aanpassingen ervan, alsmede het in het vorige lid bedoelde huishoudelijk reglement, aan de minister bevoegd voor het secundair onderwijs.

Artikel 8. - Het Overlegcomité voor het confessioneel gesubsidieerd onderwijs bestaat uit 13 werkende leden en maximaal 7 plaatsvervangende leden die het confessioneel gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen, die worden aangesteld door het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van de scholen van het confessioneel gesubsidieerd onderwijs.

Het comité kiest een van zijn leden als voorzitter.

De mandaten gelden voor een termijn van 4 jaar en zijn hernieuwbaar.

Het Overlegcomité stelt zijn huishoudelijk reglement op met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden, waarbij de onthoudingen niet in aanmerking worden genomen. Dit voorziet met name in de verkiezing van de voorzitter.

De voorzitter van het Overlegcomité deelt de lijst mee van de werkende en plaatsvervangende leden van het Comité en de aanpassingen ervan, alsmede het in het vorige lid bedoelde huishoudelijk reglement, aan de minister bevoegd voor het secundair onderwijs. ».

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden “bevoegd voor het secundair onderwijs”.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt afdeling 4, dat wil zeggen de artikelen 11 tot en met 13, opgeheven.

Art. 7. Aan artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) aan paragraaf 1, wordt het eerste lid vervangen door een tekst die als volgt luidt:

“Een school kan de oprichting niet voorstellen:

1° van een eenvoudige of gegroepeerde basisoptie van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan of van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4;

2° van een optie zoals bedoeld in artikel 44 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

3° van een opleiding zoals bedoeld in de artikelen 45, 47 et 49 van het voornoemd decreet van 24 juli 1997,

Als die:

1° is opgenomen in de lijst van basisopties en van opleidingen van het secundair onderwijs;

2° in de genoemde lijst niet wordt vermeld onder een naam die wordt voorafgegaan door de letters NP”.

b) in paragraaf 1, tweede lid, en in paragrafen 2 en 3, wordt het woord “inrichting” vervangen door het woord “school”, met uitzondering van paragraaf 3, in de titel van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van inrichtingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 24/1 en een artikel 24/2 ingevoegd, die als volgt luiden:

“Artikel 24/1. – De oprichting van een nieuwe opleiding zoals bedoeld in artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 gericht op de organisatie van het alternerend secundair onderwijs vereist het advies van de Zoneraad en het akkoord van het Overlegcomité overeenkomstig de modaliteiten voorzien in artikel 27.

Artikel 24/2. – Voor de oprichting van een nieuwe vorm, een nieuw type of een nieuwe functie van vorm 3 is het advies van de Zoneraad en het akkoord van het Overlegcomité vereist, overeenkomstig de in artikel 27 bedoelde modaliteiten”.

Art. 9. Aan artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) tussen de woorden “creëren van opties” en de woorden “door de” worden volgende woorden gevoegd: “of opleidingen”;

b) het woord “inrichtingen” wordt vervangen door het woord “scholen”;

c) het woord “inrichting” wordt vervangen door het woord “school”.

Art. 10. Aan artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 2 wordt vervangen door een tekst die als volgt luidt:

“§ 2. Elke Zoneraad zorgt voor het overleg tussen de inrichtende machten:

1° met betrekking tot de planning van het onderwijs, bedoeld in artikel 24, eerste lid 3°, van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° met betrekking tot de organisatie van de opleidingen bedoeld in artikel 2a, § 1, 1° en 2°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs;

3° met betrekking tot de organisatie van een nieuwe vorm, nieuw type of nieuw beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3.

Hij onderzoekt de projecten voor het creëren van opties of projecten voor de organisatie van opleidingen van scholen waarvoor hij bevoegd is en geeft de gunstige of ongunstige adviezen zoals voorzien in artikel 25 van voornoemd decreet van 29 juli 1992”;

b) in paragraaf 3 worden de woorden “creëren van basisopties” vervangen door de woorden “creëren van opties of projecten voor de organisatie van opleidingen”.

c) in paragraaf 6, alinea 3 worden de woorden “of de organisatie van opleidingen” gevoegd tussen de woorden “van voorbehouden opties” en het woord « , voor » ;

d) in paragraaf 8 worden de woorden “overleg voor” geschrapt.

Art. 11. Aan artikel 27/1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord “inrichtingen” vervangen door het woord “scholen” ;

b) in paragraaf 2, derde lid, 6°, wordt het woord “inrichting” vervangen door het woord “school”;

c) in paragraaf 7, worden de woorden “Algemene overlegraad” vervangen door de woorden “Algemene Raad voor het secundair onderwijs”;

d) in paragraaf 8,

- in het eerste lid, worden de woorden “overleg” geschrapt

- in het vierde lid, 6°, wordt het woord “inrichting” vervangen door het woord “school”.

Art. 12. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt alinea 3 vervangen door wat volgt:

“Voor het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, wordt elk negatief rapport van de inspectiedienst voorgelegd aan de minister, die de WBE-raad kan verzoeken deze optie te sluiten”.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Art. 15. De Minister, bevoegd voor secundair onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14694]

19 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, son article 7, § 2, tel que complété par l'article 40 du décret du 3 mai 2019 portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de bâtiments scolaires ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, en particulier l'article 26, § 1^{er}, 9° ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 fixant le montant et les conditions d'octroi de la prime visée à l'article 7, § 2, alinéas 9 et 10, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental et à l'article 8, § 2, alinéas 8 et 9, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mars 2019 ;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 12 mars 2019 et le 17 juin 2019 ;

Vu le « Test genre » du 27 février 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation avec le comité de négociation des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux- subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux- subventionnés, conclus en date du 21 mars 2019 ;